

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala



4° année/ N° 189

Du 19 au 25 septembre 1986

POLITIQUE

Cerezo s'est engagé vis-à-vis du GAM

Le gouvernement craint l'enquête sur les cas de disparus

L'armée menace le GAM

Des membres du GAM menacés de mort

Les forces armées peuvent traîner le GAM devant les tribunaux

La Ministre de la Défense ratifie les menaces

CUC: "l'armée poursuit sa politique des terres dévastées"

Appui politique de Cerezo à l'opposition du Nicaragua

Aide politique de la RFA

Andrade Díaz-Durán, ambassadeur auprès de l'ONU

Des députés guatémaltèques se rendront au Mexique

ECONOMIE

Contraction de l'activité économique

BANGUAT: "L'inflation dépasse les taux d'intérêts "

La population consomme le maïs destiné aux animaux

Crédit mexicain pour le Guatemala

INSURRECTION

L'EGP occasionne 41 pertes dans le nord-ouest

L'armée guatémaltèque a l'intention d'exercer une hégémonie sur le CONDECA

MOUVEMENT POPULAIRE

Grève générale dans une entreprise d'électricité

Les syndicalistes dénoncent le manque de sérieux du gouvernement

Plantations bananières entamant des grèves

Prisonniers faisant la grève de la faim

DROITS DE L'HOMME

Des politiciens assassinent un citoyen mexicain

L'assassinat des personnes enlevées continue

Violation d'un domicile et incendie volontaire d'une plantation

REFUGIES

ACNUR: "Le recensement des réfugiés diminue"

4° P. 12315

POLITIQUE

CEREZO S'EST ENGAGE VIS-A-VIS DU GAM

Le 17 septembre, plus de 500 membres du Groupe d'Appui Mutuel -GAM- se sont emparé durant deux heures de la salle des Banquets du Palais National et ont refusé d'abandonner les lieux tant que le Président Vinicio Cerezo ne s'engageait pas à donner une réponse en ce qui concerne la mise sur pied d'une Commission d'enquête sur le sort des milliers de disparus, le 26 septembre de cette année.

L'action du GAM s'est produite du fait que la veille, Cerezo avait accepté de répondre à cette exigence avant d'entreprendre sa visite de 25 jours en Europe et aux Etats-Unis qui doit commencer le 27 septembre.

LE GOUVERNEMENT CRAINT L'ENQUETE SUR LES CAS DES DISPARUS

Le 17 septembre, la presse locale publiait que les hautes sphères du gouvernement démocrate-chrétien et de l'armée guatémaltèques craignent le début d'un processus sérieux d'enquête sur les disparus qui pourrait déboucher sur des résultats véridiques et impartiaux. C'est ce qui est indiqué dans un communiqué de l'Association Centre-Américaine des Familles des Détenus et Disparus -ACAFADE-.

L'ACAFADE dénonce en outre le fait que les actions gouvernementales tendent à provoquer des scissions au sein du Groupe d'Appui Mutuel -GAM- et plus particulièrement au vu de l'offre récente par l'épouse du Président Cerezo, Raquel Blandón, de verser Q. 50 (environ 15 dollars) aux proches des disparus en échange de quoi ils oublient cette affaire.

L'ARMEE MENACE LE GAM

Le 18 septembre, un dépliant publié pas des milieux de presse locaux signale que l'armée a proféré des menaces contre le Groupe d'Appui Mutuel -GAM- qu'elle accuse d'effectuer "un complot pervers de harcèlements contre la dignité, la sécurité et le prestige de l'institution militaire".

Le communiqué rend le GAM responsable de ce qu'il qualifie de "toute éventualité qui pourrait être provoquée du fait de son intransigeance et son aveuglement" après avoir signalé que l'entité humanitaire est l'instrument de discorde et de désunion parmi les guatémaltèques".

DES MEMBRES DU GAM MENACES DE MORT

Le 18 septembre, la Présidente du Groupe d'Appui Mutuel -GAM-, Nineth Montenegro de García dénonçait le fait d'avoir reçu des appels téléphoniques anonymes qui menaçaient de mort des membres du groupe ainsi qu'elle même. Elle signale en outre le fait qu'elle est l'objet d'une surveillance constante par des agents de sécurité gouvernementaux qui ont entamé une guerre de terreur à son encontre.

Le dirigeante a rendu l'armée responsable de toute action qui pourrait être entreprise à l'égard du sort des presque mille membres qui forment le GAM.

LES FORCES ARMEES PEUVENT TRAINER LE GAM DEVANT LES TRIBUNAUX

Le 19 septembre, le porte-parole Fernando Cifuentes, s'exprimant au nom de l'armée indiquait que cette dernière allait ester en justice contre les membres du GAM étant donné leur attitude de "provocation" face aux forces armées.

Le porte-parole militaire a assuré que la dirigeante Nineth Montenegro de García, Présidente du GAM, s'est mise en position qui "la rend vulnérable aux attaques possibles des groupes qui cherchent à déstabiliser la démocratie".

LE MINISTRE DE LA DEFENSE RATIFIE LES MENACES

Le 19 septembre, le Ministre de la Défense, le Général Jaime Hernández, assurait que l'armée était en mesure d'adopter toute action allant à l'encontre de n'importe quel membre du Groupe d'Appui Mutuel -GAM- qui "porterait préjudice au gouvernement en soi ou à l'institution armée", corroborant par la même les menaces militaires antérieures proférées contre cette entité humanitaire.

Hernández, que l'on interrogeait sur le lieu de détention de plus de 38.000 disparus, au cours d'actions imputées aux forces de sécurité, a indiqué qu'il n'y avait que trois solutions possibles: qu'ils soient allés grossir les rangs de l'insurrection, qu'ils soient à l'étranger ou qu'ils soient ports.

CUC: "L'ARMEE POURSUIT SA POLITIQUE DES TERRES DEVASTEES"

Le 21 septembre, le Comité de l'Unité Paysanne -CUC- dénonçait le fait que l'armée continue à mener à bien la politique des terres dévastées contre la population rurale, qu'elle a augmenté la répression et qu'elle utilise diverses manoeuvres contre les organisations populaires. La dénonciation signale que les actions de répression se sont principalement développées dans les régions de la Sierra de Chamá et dans la région de Ixcán, dans le département de El Quiché, au nord-ouest, où 29 logements pour le moins et les cultures voisines avaient été détruits.

APPUI POLITIQUE DE CEREZO A L'OPPOSITION DU NICARAGUA

Le 18 septembre, les dirigeants du Parti Social-Chrétien du Nicaragua -PSC- signalaient qu'ils avaient reçu l'appui politique et moral du Président guatémaltèque Vinicio Cerezo afin de réaliser leur programme d'opposition. Ces éléments ont été précisé au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue dans la ville de Guatemala.

Joaquín Jarquín, Azucena Ferrei, Erick Ramirez et Miguel Angel Manzanares sont arrivés au Guatemala, à l'invitation de la Démocratie-Chrétienne, aux fins de recevoir un appui économique et ils se sont entretenus avec le Président Vinicio Cerezo et avec le Président du Congrès, Alfonso Cabrera.

AIDE POLITIQUE DE LA RFA

Le 18 septembre, le gouvernement d'Allemagne Fédérale remettait au gouvernement guatémaltèque des équipements de police composé de 100 patrouilles radio rurales, 100 urbaines et 50 motocyclettes, au cours

d'une cérémonie qui s'est tenue face au Palais National. Ce don a été mené à bien par le sous-secrétaire de l'Intérieur de la République Fédérale d'Allemagne, Dieter Spranger, et s'élève à une valeur de 5 millions de dollars.

ANDRADE DIAZ DURAN, AMBASSADEUR AUPRES DE L'ONU

Le 22 septembre, l'ancien Ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade Díaz-Durán était nommé officiellement, nouvel ambassadeur du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations-Unies -ONU-, investi du titre d'Extraordinaire et Plénipotentiaire ainsi que de En Mission Spéciale, ce qui l'habilite à agir en représentation du Président Vinicio Cerezo.

Andrade a occupé les postes de Conseiller au cours des dernières administration militaires et a été Ministre des Relations Extérieures durant le gouvernement du Général Oscar Mejía Víctores (1983-86).

DES DEPUTES GUATEMALTEQUES SE RENDRONT AU MEXIQUE

Le 21 septembre, le Président de la Commission des Relations Extérieures du Congrès, Rodolfo Maldonado, faisait savoir que des députés du Guatemala se rendraient en visite au Mexique, du 29 septembre au 10 octobre afin de pouvoir s'entretenir avec des parlementaires mexicains. Ce sera la première fois dans l'histoire des relations entre le Guatemala et le Mexique qu'une délégation officielle du Congrès guatémaltèque se rend en visite au Mexique afin de rencontrer les députés de ce pays.

ECONOMIE

CONTRACTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Le 15 septembre, un rapport de la Banque Inter-Américaine du Développement -BID- portant sur le progrès économique et social de l'Amérique Latine pour cette dernière année, signale que l'activité économique au Guatemala s'est de nouveau contractée en 1985 après avoir donné des signes de reprise légère en 1984.

La contraction reflète principalement la chute des exportations, la politique d'austérité du gouvernement et la détérioration des salaires réels et met en exergue la tendance que l'on peut observer depuis 1980. Ces données se retrouvent dans ledit rapport.

La BID indique que le secteur extérieur se caractérise par le manque de dynamisme dans les exportations de biens, dont la valeur se trouve réduite de plus de 6% alors que la valeur des exportations de produits non traditionnels a fléchi à la suite de la baisse des prix internationaux.

BANGUAT: "L'INFLATION DEPASSE LES TAUX D'INTERETS"

Le 19 septembre, le Président de la Banque de Guatemala, Federico Linares devait reconnaître que l'inflation était supérieure aux taux d'intérêts actifs (14%) et passifs (11%) bien que le gouvernement indique " que l'on peut s'attendre" qu'au cours de l'année à venir, il y aurait une baisse du coût de la vie.

Le fonctionnaire a indiqué que le Fonds Monétaire International -FMI- a signalé aux autorités guatémaltèques la nécessité d'augmenter les taux d'intérêts bancaires et l'utilité d'unifier les taux de change qui sont actuellement au nombre de trois.

Lineras a précisé qu'actuellement les réserves monétaires du Guatemala atteignent les 484 millions de dollars.

LA POPULATION CONSOMME LA MAIS DESTINE AUX ANIMAUX

Le 16 septembre, le Gérant général de l'Institut National de Commercialisation Agricole -INDECA- reconnaissait que le pays devait importer du maïs "fourrager" destiné à la consommation animale et qui au Guatemala était utilisé dans l'alimentation humaine.

Le fonctionnaire a de la sorte confirmé les dénonciations qui ont été formulées par les producteurs guatémaltèques de maïs qui, en outre, signalent que l'arrivée de la céréale américaine conduira à l'effondrement des prix au détriment des agriculteurs du pays.

CREDIT MEXICAIN POUR LE GUATEMALA

Le 21 septembre, le Ministre de l'Intérieur, Juan José Rodil indiquait que le Mexique allait octroyer un crédit au Guatemala pour une valeur de 3,5 millions de dollars destinés à l'achat de 210 patrouilles radio équipées et 150 véhicules ruraux, sans oublier 250 motocyclettes. Le fonctionnaire a ajouté que l'aide mexicaine viendrait compléter celle qui pour une valeur de 5 millions de dollars a été octroyé par le gouvernement de Venezuela au Guatemala dans le but d'acquérir un système informatisé pour la Police Nationale, la Garde du Trésor et la Direction des Migrations.

INSURRECTION

L'EGP OCCASIONNE 41 PERTES DANS LE NORD-OUEST

Un communiqué diffusé le 21 septembre émanant de l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- signale que 41 pertes gouvernementales ont été occasionnées au cours de 16 actions et combats entre le 27 août et le 5 septembre.

Les insurgés ont souligné que l'attaque effectuée par leurs forces, le 27 août, porte sur un détachement de l'armée dans la bourgade Vatzuchil dans la municipalité du Nebaj, dans le département de El Quiché, au nord-ouest et que cette attaque a duré 35 minutes.

L'ARMEE GUATEMALTEQUE A L'INTENTION D'EXERCER UNE HEGEMONIE SUR LE CONDECA

Le Commandant en chef de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA-, Gaspar Ilom, dans une entrevue diffusée le 18 septembre, déclarait que le Général Héctor Gramajo, actuellement Chef de l'Etat-Major de l'Armée cherche à obtenir l'hégémonie de la nouvelle organisation militaire qui contrôle le pouvoir au sein des forces armées, dans la perspective d'arriver à une hégémonie sur le Conseil de Défense Centre-Américain -CONDECA-.

Ilom indique que "le point culminant d'un projet stratégique ouvre des attentes dans le chef de l'armée elle-même et conduit immédiatement à la lutte pour la consolidation d'un nouvel organe militaire qui assume le pouvoir". Il ajoute que cette pratique "a toujours signifié pour le peuple guatémaltèque une augmentation dans les bombardements indiscriminés, dans la politique de répression et des abus commis contre la population civile", car pour se consolider l'organe nouvellement créé a besoin de succès militaires.

Mais, le chef de l'insurrection poursuit que tant que Gramajo n'aura pas obtenu les résultats et les fruits concrets indispensables à son action diplomatique et politique face aux gouvernements et aux armées centre-américains, et face au gouvernement américain, de processus de consolidation "comporte une grave contradiction qui engendrera à son tour d'autres contradictions internes et qui maintiendra une situation d'instabilité".

MOUVEMENT POPULAIRE

GREVE GENERALE DANS UNE ENTREPRISE D'ELECTRICITE

Le 18 septembre, des travailleurs de la Centrale Electrique de Guatemala, S.A. -EEGSA- entamaient une grève générale aux fins d'exiger la destitution de deux fonctionnaires accusés de mauvais traitements.

Le 22 septembre, des forces de police ont occupé les installations de l'entreprise ce qui a été qualifié par le syndicat de l'EEGSA de mesure d'intimidation destinée à briser la protestation des travailleurs.

LES SYNDICALISTES DENONCENT LE MANQUE DE SERIEUX DU GOUVERNEMENT

Le syndicat de la Fabrique Centre-Américaine du Verre, S.A.-STICAVISA- a exprimé sa préoccupation face au manque de sérieux dont fait montre le gouvernement démocrate-chrétien à propos des demandes de la population et plus particulièrement en ce qui concerne le Groupe d'Appui Mutuel, au cours d'une commémoration, le 18 septembre, des 31 mois d'enlèvement de son secrétaire des Actes et Accords, Fernando García, capturé par les forces de sécurité gouvernementales, le 18 février 1984 dans la ville de Guatemala.

Les syndicalistes ont exigé du Président Vinicio Cerezo, la dérogation au décret 8-86 qui accorde l'amnistie aux militaires responsables de violations des Droits de l'Homme.

PLANTATIONS BANANIERES ENTAMANT DES GREVES

La presse locale informait le 21 septembre que 6 plantations bananières du département de Izabal, au nord-ouest, s'étaient jointes à la grève qui paralyse depuis plusieurs semaines la propriété Arizona, où 27 travailleurs ont été remerciés de façon injustifiée il y a quelques mois.

Cette paralysie des propriétés Hopy, Pamaxán, Chinoc, Taylor Presa, Esquimo Mariana et Canarias se chiffre en une perte sèche de 5 millions de dollars.

PRISONNIERS FAISANT LA GREVE DE LA FAIM

Le 18 septembre, la presse locale signalait que 50 prisonniers de la prison située dans la ville de Tatahuleu, dans le sud-ouest, avaient entamé une grève de la faim afin de protester contre la mauvaise alimentation reçue et l'indifférence dont font montre les autorités lorsqu'il s'agit de remédier à ce problème.

La cuisinière de cette prison a signalé qu'elle percevait 33 cents de quetzales (11 cents de dollars) pour chaque portion de nourriture par personne et, qu'il y a peu cette somme s'élevait à 13 centimes de quetzales soit quelques 4 cents américains.

DROITS DE L'HOMME

DES POLICIERS ASSASSINENT UN CITOYEN MEXICAIN

Le citoyen mexicain, Raquel de León García, âgé de 25 ans, a été assassiné, criblé de balles, par des effectifs policiers de la Garde du Trésor qui s'en sont pris à lui, le 16 septembre, dans la ville frontalière de Tecún Umán, dans le département occidental de San Marcos. Ce même jour, Lesbia Leticia Orellana Palencia, 24 ans, était assassinée dans un secteur de la ville de Guatemala, après avoir été poursuivie dans plusieurs rues par des hommes armés qui circulaient à bord de véhicules officiels.

Les mineurs d'âge, Marta Lidia Hernández Pirir, 17 ans, et Raquel Gutiérrez, 17 ans également, ont été élevées, le 16 septembre au cours d'actes qui impliquent des forces de sécurité gouvernementales.

L'ASSASSINAT DES PERSONNES ENLEVEES CONTINUE

Selon des dénonciations rendues publiques le 15 septembre, l'agriculteur Francisco Hernández del Cid, âgé de 30 ans, qui avait disparu depuis plusieurs jours, a été retrouvé assassiné, le 13 septembre, dans le département de Santa Rosa, au sud-est, et le jeune Miguel Angel Velásquez Cruz, de 21 ans, est mort le 14 septembre, lapidé dans le département oriental de Jutiapa. Ces deux faits impliquent la participation des effectifs de sécurité gouvernementaux.

Entre temps, le même jour, on apprenait que des agents vêtus en civil avaient enlevé le petit Luis Tecún Tuché, de 3 ans, dans la municipalité Villa Nueva, département de Guatemala ainsi que l'étudiant Elmer Alonso Chávez, 20 ans, sur une route du département méridional de Escuintla.

VIOLATION D'UN DOMICILE ET INCENDIE VOLONTAIRE D'UNE PLANTATION

Selon des dénonciations provenant de proches des victimes, le 17 septembre, des effectifs des forces de sécurité ont violé le domicile situé dans une propriété San Antonio, municipalité de San Pablo, dans le département occidental de San Marcos et ont étranglé monsieur José Lucio de León Guzmán, 60 ans.

De même, des hommes armés qui sont arrivés à bord de véhicules officiels, incendiaient la nuit du 15 septembre, les installations de la propriété Las Bordas, municipalité de Tiquisate, dans le département de Escuintla, après avoir intimidé et menacé les travailleurs.

REFUGIES

ACNUR: " LE RECENSEMENT DES REFUGIES DIMINUE"

Le 19 septembre, une information rendue publique dans la ville de Mexico dévoilait que 7000 réfugiés gautémaltèques avaient abandonné leurs campements situés en territoire mexicain et, qu'ils étaient probablement rentrés au Guatemala mais, 5400 d'entre-eux n'avaient pas rempli les démarches obligatoires et ne s'étaient pas signalé à la surveillance et à l'attention du Bureau du Haut-Commissariat des Nations- Unies pour les Réfugiés -ACNUR-.

Pour sa part, la Commission mexicaine d'Aide aux Réfugiés -COMAR- a signalé que le nombre des réfugiés recensés s'élève à 39000.